

# La croissance supporte-t-elle les inégalités ?

Matata Ponyo Mapon

Juin 30, 2017

## Table des matières

<b>1</b>	<b>Introduction</b>	<b>1</b>
<b>2</b>	<b>État de la recherche sur la relation entre croissance et inégalités</b>	<b>2</b>
2.1	Volet 1 : relation mécaniste . . . . .	2
2.2	Volet 2 : relation orthogonale . . . . .	2
2.3	Volet 3 : relation conjointe . . . . .	3
<b>3</b>	<b>Développement économique et réduction des inégalités</b>	<b>3</b>
3.1	Croissance et inégalités en Afrique . . . . .	3
3.2	Notre vision . . . . .	5
<b>4</b>	<b>Le modèle confronté aux faits : expérience congolaise</b>	<b>6</b>
4.1	Déclencheur : conjecture 1 face aux faits . . . . .	6
4.2	Multiplicateur d’attraction : conjecture 2 face aux faits . . . . .	7
4.3	Filtrage : conjecture 3 face aux faits . . . . .	7
4.4	Effet de percolation : conjecture 4 face aux faits . . . . .	7
4.5	Équation de la lutte contre les inégalités . . . . .	7
<b>5</b>	<b>Remarques conclusives</b>	<b>8</b>

## 1 Introduction

La relation croissance ou développement économique et inégalités est complexe et multi-dimensionnelle. La figure 1 présente une corrélation simple entre le **revenu par habitant** et les inégalités mesurées par le **coefficient de Gini**. Il ressort que les pays ayant un niveau de revenu par habitant plus élevé ne sont pas nécessairement moins inégalitaires que ceux ayant un niveau de revenu plus faible.

Ce fait empirique nous conduit donc à adresser deux questions essentielles. La première question se rapporte à l’aspect “complexité” de la relation croissance et inégalités, et se formule comme suit : *Dans quelle mesure l’accroissement du revenu, à l’échelle nationale, peut-il supporter les inégalités ?* La seconde question se rattache à son aspect “multi-dimensionnel”, et peut se résumer comme suit : *Quel rôle devraient jouer les acteurs privés, publics et ceux de la société civile dans la promotion d’une croissance inclusive et dans la lutte contre les inégalités ?*

Subséquentement, hormis la section introductive, notre exposé s’articule autour de trois points. Le **premier point** présente succinctement l’état de la recherche sur la relation entre croissance économique et inégalités. Le **deuxième point** aborde l’interaction entre croissance économique et inégalités dans le contexte spécifique des pays en développement, et plus particulièrement dans le contexte africain, avec

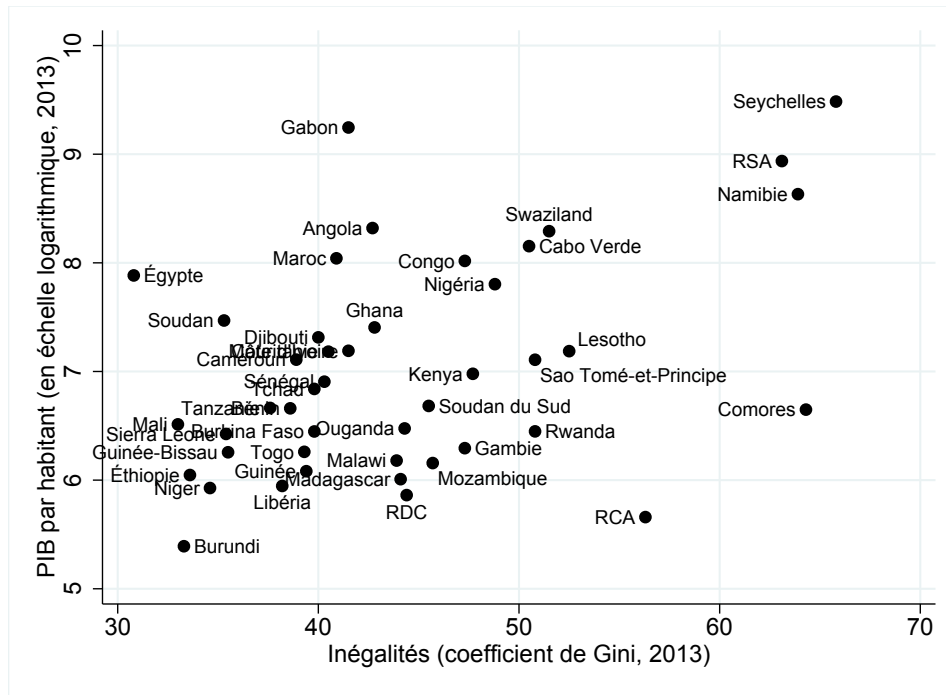


FIGURE 1 – *Corrélation PIB par habitant et inégalités en Afrique.* Note : Graphique réalisé sur base des statistique de la [Banque mondiale](http://data.worldbank.org/world-development-indicators) : “World Development Indicators 2017,” Washington, D.C., World Bank. Url : <http://data.worldbank.org/world-development-indicators>.

comme point d’ancrage la République démocratique du Congo (RDC). Finalement, le [troisième point](#) conclut.

## 2 État de la recherche sur la relation entre croissance et inégalités

La littérature économique sur la croissance et les inégalités est large. Néanmoins, elle peut être regroupée en au moins trois volets ([Lundberg and Squire, 2003](#)).

### 2.1 Volet 1 : relation mécaniste

Le premier volet, issu des travaux de [Lewis \(1954\)](#) et [Kuznets \(1955\)](#), essaie d’identifier une relation mécaniste entre croissance ou niveau de revenu et inégalité. Cette approche est motivée par la conjecture pessimiste selon laquelle le processus de développement économique nécessite en quelque sorte une inégalité croissante, au moins dans les premiers stades. Cela a conduit à de nombreux efforts de recherche dans l’objectif : soit d’identifier une “relation mécanique” entre le niveau de développement et les inégalités ([Anand and Kanbur, 1993](#)) ; soit de déterminer si une croissance plus rapide nécessite une inégalité plus élevée ou plus faible ([Piketty, 2006](#)).

### 2.2 Volet 2 : relation orthogonale

Le second volet tente de trouver des explications causales de la croissance et de l’inégalité de manière indépendante. Cette approche s’est concentré à identifier les facteurs causaux influençant de manière orthogonale soit la croissance économique, voir par exemple [Barro and Sala-i Martin \(1995\)](#), soit les inégalités, cf. [Li, Squire, and Zou \(1992\)](#), mais n’a pas essayé d’identifier les facteurs qui pourraient les influencer simultanément. Les travaux, entre autres, de [Persson and Tabellini \(1994\)](#), [Clarke \(1994\)](#) et [Forbes \(2000\)](#) sur la croissance économique – traitant les inégalités comme une variable indépendante – peuvent également être inscrits dans ce deuxième registre de recherche.

### 2.3 Volet 3 : relation conjointe

Enfin, le troisième volet cherche à examiner si la croissance et l'inégalité sont les résultats conjoints d'autres variables et processus, tels que la politique, l'efficacité ou la fragilité des réformes, la gouvernance ou encore les institutions, voir par exemple [Rodrik \(1996, 2003\)](#), [Krugman \(2008\)](#), [Stiglitz \(2012\)](#), [Acemoglu, Naidu, Restrepo, and Robinson \(2015\)](#).

Dans notre analyse, nous avons adopté le troisième volet.

## 3 Développement économique et réduction des inégalités

### 3.1 Croissance et inégalités en Afrique

En 2012, la Banque mondiale a confirmé que le monde dans son ensemble a atteint la première cible de l'objectif 1 du Millénaire pour le développement<sup>1</sup>, cinq ans avant l'échéance prévue en 2015. Cette réalisation impressionnante était principalement attribuable à la croissance de l'Asie de l'est et du sud et de la Chine en particulier<sup>2</sup>. De ce fait, comme il ressort du rapport des [Nations unies \(2013a\)](#), la pauvreté reste répandue en Afrique subsaharienne et en Asie du sud, bien que les progrès dans la dernière région a été substantielle.

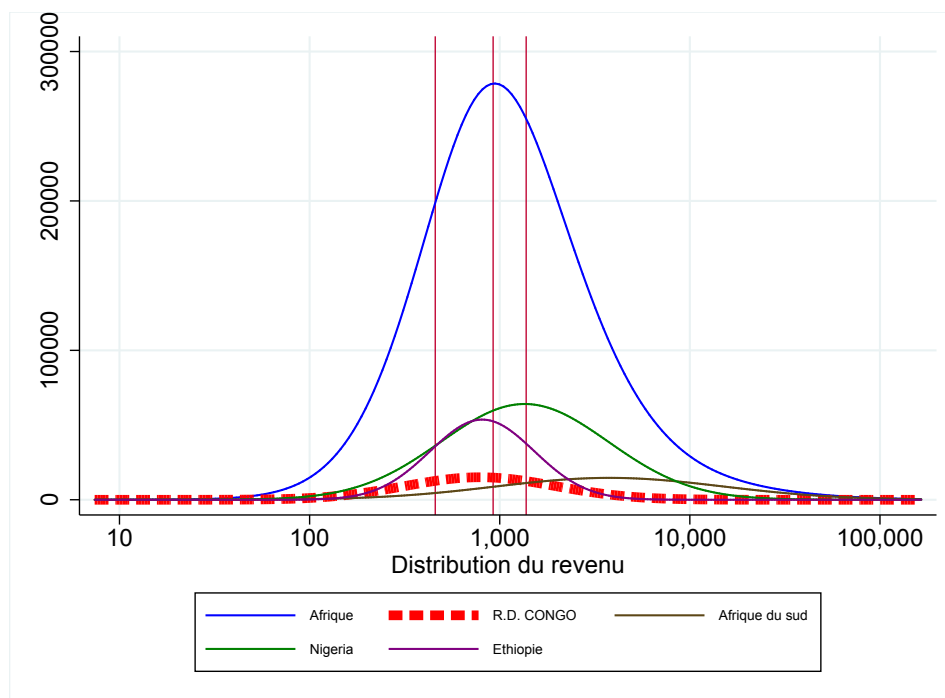


FIGURE 2 – *Distribution du revenu en Africain, 2012*. Note : Les trois lignes verticales indiquent le seuil de pauvreté pour respectivement pour 1 USD, 2 USD et 3 USD par jour.

Par ailleurs, la majeure partie de la croissance récente en Afrique a été essentiellement soutenue par la hausse des prix des ressources naturelles et du pétrole<sup>3</sup>, ce qui a entraîné une redistribution des revenus

1. **Objectif 1** : réduire l'extrême pauvreté et la faim. Première cible : réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la part des individus vivant avec moins d'un dollar par jour.

2. Voir [Pinkovskiy and Sala-i Martin \(2014\)](#) pour plus de détails.

3. En République Démocratique du Congo (RDC), la scène minière est peinte des forces et mécanismes qui détournent substantiellement la rente minière de la contribution au bien-être de la population. Depuis 2006, la production de cuivre et de cobalt qui s'était effondrée dans les années 90 du siècle passé, a connu un essor spectaculaire jusqu'à dépasser en 2012 les niveaux historiques de production. Cet essor spectaculaire s'explique principalement par la libéralisation du secteur minier ainsi que par la privatisation de la Gécamines, facteurs qui ont ramené les investisseurs privés étrangers en RDC ([Marysse, 2005](#); [Sondji Mulanza, 2014](#)). Cela s'est traduit par une augmentation de la rente minière.

des pays pauvres en minéraux vers des pays riches en minéraux (Collier and Dercon, 2006; Rodrik, 2016). Mais les gains tirés de la richesse en ressources naturelles n'ont pas su être pertinents pour la réduction des inégalités dans cette région comme on peut le voir dans la figure 2.

En sus, avec une pression fiscale inférieure à celle, par exemple des pays de l'union européenne (cf. figure 3), les gouvernements des pays en développement ont moins de ressources pour redistribuer la prospérité. Cela est le fait de plusieurs facteurs : moyens matériels limités de l'administration fiscale, fréquence de la corruption, importance de l'économie informelle rendant difficile l'évaluation précise de la base fiscale Sachs and Warner (1999); Bannon and Collier (2003); Sondji Mulanza (2014). Tout ceci confère à l'administration fiscale un pouvoir discrétionnaire important. Ces effets sont plus importants sur les impôts directs, particulièrement l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Ce phénomène s'observe notamment en raison de la concentration du pouvoir entre les mains des plus fortunes, ce qui rend aussi peu développé le système de protection sociale et le salariat.

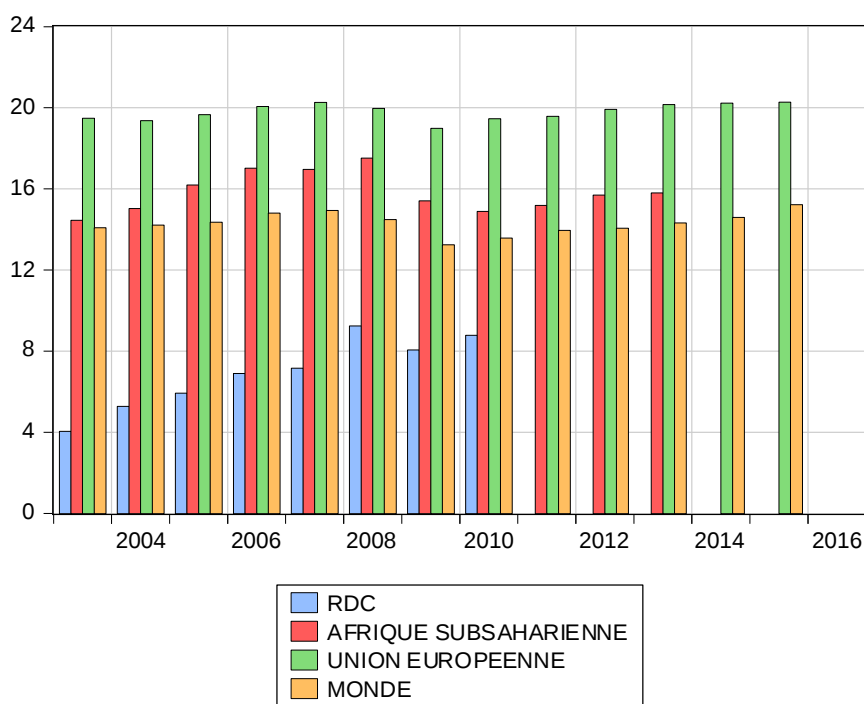


FIGURE 3 – *Pression fiscale dans le monde*. Note : Graphique réalisé sur base des statistique de la Banque mondiale : “World Development Indicators 2017,” Washington, D.C., World Bank. Url : <http://data.worldbank.org/world-development-indicators>.

Par ailleurs, une autre faiblesse des pays en développement est l'exportation quasi-totale de la rente minière vers les pays développés en raison de la simple extraction des minerais et leur faible traitement local, induisant une fuite importante des ressources devant être plus aisément redistribuées, notamment pour satisfaire la demande nationale en biens publics de base : éducation, santé, construction des infrastructures de communication, cf. Marysse (2005); Marysse and Omasombo (2013).

Ainsi, à ce jour, les différentes parties prenantes (acteurs publics, acteurs privés, société civile, organismes internationaux, académiciens, etc.) reconnaissent de plus en plus que la croissance économique, aussi forte soit-elle, ne saurait être suffisante pour réduire durablement les inégalités si elle n'est pas inclusive et que la pauvreté persistante, notamment en Afrique, pourrait s'arranger par des politiques et des réformes institutionnelles intégrées (Nations unies, 2013b; Beegle, Christiaensen, Dabalen, and Gaddis, 2016).

Dans le reste de la section, nous allons prendre en compte le rôle de différents acteurs (publics, privés, société civile et communauté internationale), ainsi que le contexte environnemental dans la promotion

d'une croissance inclusive et dans la lutte contre les inégalités.

## 3.2 Notre vision

Cette section résume notre vision sur l'incidence sociale des gains de la croissance économique. Il s'agit en réalité d'un modèle illustrant comment un pays en développement peut tirer avantage de son potentiel de croissance à l'effet, d'une part, de lutter efficacement contre la persistance des inégalités et, d'autre part, d'éviter l'auto-entretien de la croissance appauvrissante <sup>4</sup>.

Il convient par ailleurs de rappeler que notre vision a également fait l'objet des recherches et des discussions scientifiques dans les deux premiers numéros du volume 1 de la revue congolaise de politique économique (RCPE) :

Volume 1, no. 1, mars 2015 — *Vulnérabilité économique et Résilience*.

Volume 1, no. 2, nov. 2015 — *Croissance inclusive en RDC : défis et enjeux*.

Comme illustré dans la [figure 4](#), page 6, notre modèle comprend quatre agents :

- Les acteurs publics (principalement les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire) ;
- Les acteurs privés (notamment les investisseurs et les entrepreneurs) ;
- La société civile (associations à caractère non gouvernemental et à but non lucratif) ;
- La communauté internationale (organisations et pays partenaires).

### Conjecture 1

Comme point de départ, le modèle conjecture que la positivité et la significativité de l'incidence sociale des gains de la croissance économique dans un pays en développement dépendent de manière critique de la nature des réformes institutionnelles à mettre en place. Le leadership dans l'implémentation de ces réformes doit être assuré par les acteurs politiques (le déclencheur).

### Conjecture 2

La mise en oeuvre des réformes requiert l'implication des autres acteurs dans l'économie, notamment les acteurs privés, la société civile et la communauté internationale. Cela confère aux réformes à implémenter une certaine crédibilité et donc, plus d'adhésion populaire. Par conséquent, il est important que le leadership public dans la conduite des réformes se caractérise par des politiques participatives et inclusives.

### Conjecture 3

Le succès de toute réforme, aussi bonne soit-elle, dépend de :

- Le contexte politique ;
- La réglementation et le cadre juridique ;
- Le passif et le potentiel économique.

### Conjecture 4

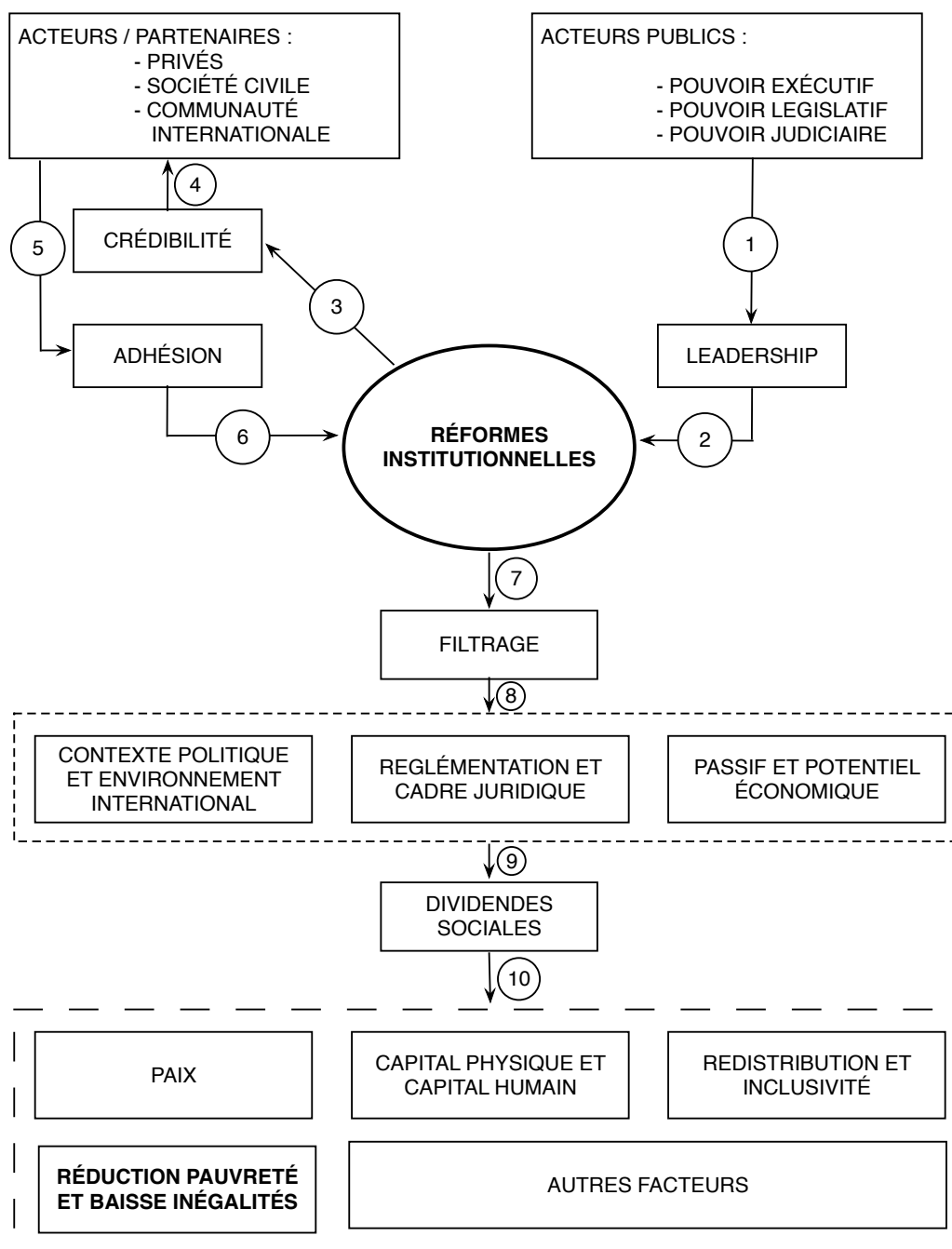
Les dividendes sociales pouvant résulter d'une réforme, notamment celles en termes d'accumulation du capital humain et du capital physique, de redistribution du revenu ou de l'inclusivité de la croissance sont donc conditionnées par les trois composantes évoquées dans la [conjecture 3](#).

Ainsi, d'après notre modèle, la réduction des inégalités est donc un résultat "triplement conditionné".

---

4. C'est-à-dire une croissance fortement orientée vers les exportations, cf. [Bhagwati \(1958\)](#).

FIGURE 4 – Illustration schématique des composantes du modèle d'analyse



## 4 Le modèle confronté aux faits : expérience congolaise

### 4.1 Déclencheur : conjecture 1 face aux faits

Sous le leadership du Président Joseph Kabila, nous avons initié et promu plusieurs réformes institutionnelles en RDC, d'abord en tant que ministre des finances (2010–2012) puis en tant que premier ministre, chef du gouvernement (2012–2016). Il s'est avéré que le bon déroulement de ces réformes a toujours exigé, d'une part, un management fort et autonome, pour ne pas dire autoritaire et, d'autre part, l'adoption des positions politiques consensuelles.

## 4.2 Multiplicateur d'attraction : conjecture 2 face aux faits

Plusieurs réformes institutionnelles que nous avons pu mettre en oeuvre en RDC, entre 2012 et 2016 fut douloureuses. Par conséquent, il était important de veiller à leur crédibilité et à leur caractère incorruptible afin de fédérer les plus d'acteurs possibles. Une de nos stratégies a donc consisté de favoriser des discussions participatives impliquant différentes tendances et différents acteurs (privés, société civile et communauté internationale) afin d'expliquer les résultats attendus de ces réformes et d'obtenir le plus d'adhésion possible. Plusieurs travaux sur l'économie politique des réformes<sup>5</sup>, montre que le succès d'une réforme dépend aussi de l'adhésion dont elle bénéficie de différents acteurs politiques, économiques et/ou civiles.

## 4.3 Filtrage : conjecture 3 face aux faits

Plusieurs facteurs endogènes ou exogènes influencent le succès d'une réforme. Par exemple, le bon déroulement d'une réforme peut être sérieusement compromis par des chocs de commerce international (par exemple, baisse des prix des produits miniers), des chocs sécuritaires (par exemple, insurrection ou éclatement d'un conflit armé) ou par l'instabilité politique. Par ailleurs, plusieurs autres pesanteurs tels qu'un cadre juridique encombrant ou l'existence des groupes lobbyistes nationaux/internationaux protégeant leurs intérêt, peuvent également compromettre la bonne tenue des réformes institutionnelles. C'est le cas notamment des réformes concernant le secteur minier et le secteur forestier.

## 4.4 Effet de percolation : conjecture 4 face aux faits

Les dividendes sociales qui résultent donc d'une réforme conduite, dans le cas d'espèce, par un gouvernement sont triplement conditionnées. Elles dépendent :

1. Du leadership de l'acteur public initiateur de la réforme en cause ;
2. De la crédibilité et de l'adhésion dont bénéficie une réforme vis-à-vis des acteurs privés, de la société civile et de la communauté internationale ;
3. Du filtre contextuel lié à l'état politique, juridique et/ou économique.

Ainsi, dans le cas où, le filtre est complètement "bouché", quelle que soit la qualité d'une réforme, ses retombées seront quasi nuls (c'est-à-dire il n'y aura pas d'effet de percolation). Et, dans notre entendement, la lutte contre les inégalités ne peut échapper à ce principe.

## 4.5 Équation de la lutte contre les inégalités

De ce qui précède, l'équation vectorielle de la lutte contre les inégalités résultant de notre modèle est une fonction telle que :

$$\Xi_t = h \{g_c(v_1, v_2, v_3)\}, \quad (1)$$

c'est-à-dire en un instant donné du temps, l'effet de la croissance  $g_c$  sur les inégalités dépend des vecteurs  $v_1, v_2, v_3$  des variables des conjectures 1, 2 et 3 respectivement. Il s'agit d'une fonction de fonction  $\Xi_t = h \{g_c(\cdot)\}$ . De plus, il sied de noter que le vecteur  $\Xi_t$  mesure non seulement le niveau des inégalités, mais aussi toute autre variable pouvant caractériser les différents aspects des dividendes sociales. Cette équation devrait permettre d'identifier les différents sentiers susceptibles d'optimiser les dividendes sociales découlant des mesures de réformes et de politiques économiques, et donc d'éviter tant soit peu la trappe de la croissance appauvrissante.

In fine, comme évoqué précédemment, l'équation structurelle (1) a implicitement constitué l'objet d'un traitement scientifique rigoureux dans les deux premiers numéros du volume 1 de la [revue congolaise de politique économique](#) (RCPE). Par ailleurs, sa spécification et sa caractérisation demeurent une question ouverte et donc l'objet des recherches courantes futures.

---

5. voir par exemple [Alesina and Rodrik \(1994\)](#) ou encore [Rodrik \(1996\)](#)

## 5 Remarques conclusives

Les pays en développement, dont ceux de l’Afrique, ont réalisé des gains considérables au cours de la première décennie du XXI<sup>ème</sup> siècle. Leurs économies ont augmenté à des taux de croissance sans précédents, ce qui a favorisé une réduction de l’extrême pauvreté et une expansion significative de la classe moyenne. Mais comme plusieurs rapports et études le montrent<sup>6</sup>, plus récemment, ces progrès ont ralenti avec un environnement de commerce international peu favorable.

Sur base d’un modèle analytique et d’exemples inspirés des réformes institutionnelles et initiatives politiques mises en oeuvre en RDC, cet essai examine à la lumière de la théorie économique comment les pays africains peuvent tirer avantage de leur potentiel de croissance à l’effet de lutter efficacement contre la persistance des inégalités et d’éviter tant soit peu la trappe de la croissance appauvrissante.

Plus précisément, nous montrons dans quelle mesure l’accroissement du revenu, à l’échelle nationale, peut supporter les inégalités. Il ressort de notre modèle que la réduction des inégalités dans le contexte des pays en développement, et en particulier dans le contexte congolais, est triplement conditionné.

Par ailleurs, nous mettons également en exergue le rôle que devraient jouer les différents acteurs — publics, privés, société civile et communauté internationale — dans la mise en oeuvre des réformes structurelles susceptibles de favoriser une croissance inclusive et d’induire une baisse des inégalités. Étant donné qu’en générale les réformes institutionnelles sont douloureuses, il s’avère donc important, d’une part, que le leadership de l’acteur public soit fort et autonome et, d’autre part, que les réformes à mettre en oeuvre soit suffisamment crédible pour bénéficier de l’adhésion de différents partenaires, notamment les privés, la société civile et la communauté internationale.

## Références

- ACEMOGLU, D., S. NAIDU, P. RESTREPO, AND J. A. ROBINSON (2015) : *Democracy, Redistribution, and Inequality* vol. 2B, chap. 21, pp. 1885–1966. Handbook of Income Distribution. <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/B9780444594297000224>.
- ALESINA, A., AND D. RODRIK (1994) : “Distributive Politics and Economic Growth,” *The Quarterly Journal of Economics*, 109(2), 465–490. <http://www.jstor.org/stable/2118470>.
- ANAND, S., AND R. S. M. KANBUR (1993) : “The Kuznets Process and the Inequality–Development Relationship,” *Journal of Development Economics*, 40(1), 25–52. [https://doi.org/10.1016/0304-3878\(93\)90103-T](https://doi.org/10.1016/0304-3878(93)90103-T).
- BANNON, I., AND P. COLLIER (2003) : *Natural Resources and Violent Conflict : Options and Actions*. World Bank Publications. <http://dx.doi.org/10.1596/0-8213-5503-1>.
- BANQUE MONDIALE (2017) : “FDI, World Development Indicators,” Discussion paper, Washington D.C. : The World Bank. <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>.
- BARRO, R. J., AND X. SALA-I MARTIN (1995) : *Economic Growth*. New York : McGraw-Hill. [https://doi.org/10.1016/S0165-1889\(97\)00007-9](https://doi.org/10.1016/S0165-1889(97)00007-9).
- BEEGLE, K., L. CHRISTIAENSEN, A. DABALEN, AND I. GADDIS (2016) : *Poverty in a Rising Africa*. Washington, DC : World Bank. <http://hdl.handle.net/10986/22575>.
- BHAGWATI, J. N. (1958) : “Immiserizing Growth : A Geometrical Note,” *The Review of Economic Studies*, 25(3), 201–205. <http://www.jstor.org/stable/2295990>.
- CLARKE, G. R. G. (1994) : “More Evidence on Income Distribution and Growth,” *Journal of Development Economics*, 47(2), 403–427. [https://doi.org/10.1016/0304-3878\(94\)00069-0](https://doi.org/10.1016/0304-3878(94)00069-0).
- COLLIER, P., AND S. DERCON (2006) : “Review Article : The Complementarities of Poverty Reduction, Equity, and Growth : A Perspective on the World Development Report 2006,” *Economic Development and Cultural Change*, 55(1), 223–236. <http://www.jstor.org/stable/10.1086/505730>.

---

6. Voir par exemple Nations unies (2013b) et McMillan, Rodrik, and Sepulveda (2017)



- FORBES, K. J. (2000) : “A Reassessment of the Relationship between Inequality and Growth,” *The American Economic Review*, 90(4), 869–887. <http://www.jstor.org/stable/117312>.
- KRUGMAN, P. R. (2008) : *The Washington Consensus Reconsidered : Towards a New Global Governance* chap. 3 : Inequality and Redistribution, pp. 31–40. Serra, Narcis and Stiglitz, Joseph E. <http://www.oxfordscholarship.com/view/10.1093/acprof:oso/9780199534081.001.0001/acprof-9780199534081-chapter-3>.
- KUZNETS, S. (1955) : “Economic Growth and Income Inequality,” *The American Economic Review*, XLV(1), 2–28. <http://www.jstor.org/stable/1811581>.
- LEWIS, W. A. (1954) : “Economic Development with Unlimited Supplies of Labour,” *The Manchester School*, 22(2), 139–191. <http://dx.doi.org/10.1111/j.1467-9957.1954.tb00021.x>.
- LI, H., L. SQUIRE, AND H.-F. ZOU (1992) : “Explaining International and Intertemporal Variations in Income Inequality,” *The Review of Economic Studies*, 108(446), 26–43. <http://dx.doi.org/10.1111/1468-0297.00271>.
- LUNDBERG, M., AND L. SQUIRE (2003) : “The simultaneous evolution of growth and inequality,” *The Economic Journal*, 113(487), 326–344. <http://dx.doi.org/10.1111/1468-0297.00127>.
- MARYSSE, S. (2005) : *The Political Economy of the Great Lakes Region in Africa : The Pitfalls of Enforced Democracy and Globalization*. Springer.
- MARYSSE, S., AND J. T. OMASOMBO (2013) : *Politique, secteur minier et gestion des ressources naturelles en RD Congo*, vol. 82. Cahiers Africains / Afrika Studies, Editions L’Harmattan.
- McMILLAN, M., D. RODRIK, AND C. SEPULVEDA (2017) : “Structural Change, Fundamentals and Growth : A Framework and Case Studies,” NBER Working Paper 23378, National Bureau of Economic Research. <http://www.nber.org/papers/w23378>.
- NATIONS UNIES (2013a) : “The Millennium Development Goals Report,” Report, New York : United Nations. <http://www.un.org/millenniumgoals/>.
- (2013b) : “Report on World Social Situation 2013 : Inequality Matters,” Report, New York : United Nations. <http://www.un.org/en/development/desa/publications/world-social-situation-2013.html>.
- PERSSON, T., AND G. TABELLINI (1994) : “Is Inequality Harmful for Growth?,” *The American Economic Review*, 84(3), 600–621. <http://www.jstor.org/stable/2118070>.
- PIKETTY, T. (2006) : “The Kuznets Curve : Yesterday and Tomorrow,” in *Understanding Poverty*, chap. 4. Abhijit Vinayak Banerjee, Roland Bénabou, and Dilip Mookherjee (eds.), Oxford : Oxford university press. <http://dx.doi.org/10.1093/0195305191.003.0004>.
- PINKOVSKIY, M., AND X. SALA-I MARTIN (2014) : “Africa is on time,” *Journal of Economic Growth*, 19(3), 311–338. <http://dx.doi.org/10.1007/s10887-014-9103-y>.
- RODRIK, D. (1996) : “Understanding Economic Policy Reform,” *Journal of Economic Literature*, 34(1), 9–41. <http://www.jstor.org/stable/2729408>.
- (ed.) (2003) : *In Search of Prosperity : Analytic Narratives on Economic Growth*. Princeton University Press. <http://press.princeton.edu/titles/7518.html>.
- (2016) : “An African Growth Miracle?,” *Journal of African Economies*, pp. 1–18. <http://dx.doi.org/10.1093/jae/ejw027>.
- SACHS, J. D., AND A. M. WARNER (1999) : “The Big Rush, Natural Resource Booms and Growth,” *Journal of Development Economics*, 5(9), 43–76. [http://dx.doi.org/10.1016/S0304-3878\(99\)00005-X](http://dx.doi.org/10.1016/S0304-3878(99)00005-X).
- SONDJI MULANZA, P.-A. K. (2014) : “Le projet de révision du code minier de la RDC : de l’incitation à la dissuasion?,” Egmont Paper 63, Egmont – The Royal Institute for International Relations. <http://aei.pitt.edu/47659/1/ep63.pdf>.
- STIGLITZ, J. E. (2012) : *The Price of Inequality : How Today’s Divided Society Endangers Our Future*. W. W. Norton & Company, Inc. <http://books.wwnorton.com/books/the-price-of-inequality/>.